

AVERTISSEMENT : Ce texte n'a d'autre objet que de rappeler les principaux éléments de la conférence prononcée par le professeur Jacques Frémeaux devant les professeurs de l'Académie de Rouen le 3 décembre 2012. Il ne doit pas être considéré comme un document exhaustif ni définitif.

Proche et Moyen-Orient de 1918 à nos jours. Zone de tension et foyer de conflits.

Définition de cette zone :

Les termes même de Proche et de Moyen-Orient sont très imprécis, car ils sont à la fois géographiques et géostratégiques, selon des définitions qui sont apparues en fonction de l'histoire.

La zone nommée depuis le XVII^e siècle par les Français Levant, et plutôt Proche-Orient (*Near East*) par les Britanniques (par opposition à l'Extrême-Orient ou *Far East*) correspondait à peu près aux côtes asiatiques de la Méditerranée de peuplement varié, s'étendant jusqu'à la mer Rouge, et fond du Golfe arabo-persique. Jusqu'à 1914 elle comprenait essentiellement la Grèce, l'Empire ottoman (avec la Turquie actuelle, la Syrie, dont dépendaient le Liban et la Palestine, la Mésopotamie). L'Égypte, en théorie dépendante de l'empire ottoman, était en réalité sous contrôle britannique depuis 1882. N'échappent à l'empire ottoman que les émirats du Golfe : Koweït, *Trucial Coast*, plutôt tournés vers les Indes et administrés par le ministère britannique chargé de l'Inde (*India Office*).

Le terme de *Middle East* (Moyen-Orient) est lancé, sinon créé en 1902 par l'amiral américain Alfred Thayer Mahan Mahan. Pour ce grand penseur en stratégie navale, il s'agit de nommer l'aire mal définie qui s'étend de Suez à Singapour (*' an indetermined area guarding a part of the sea route from Suez to Singapore'*). Insistant sur le danger qu'une puissante escadre basée dans le Golfe ferait courir aux communications impériales vers l'Inde, l'Extrême-Orient et le Pacifique, il conclut que le contrôle de la région revient légitimement à l'Angleterre, et estime que tôt ou tard celle-ci devra y entretenir une base équivalente à ce qu'est Malte en Méditerranée. À cette époque, il raisonne en fonction de l'antagonisme anglo-russe, la Russie ayant entamé depuis la fin du XVIII^e siècle la poussée vers les mers chaudes qui l'amène à chercher à s'emparer de Constantinople pour s'ouvrir librement la Méditerranée, à conquérir le Caucase, à faire pression sur l'Iran et sur l'Afghanistan, tandis que l'Angleterre a fait de la route des Indes, prolongée vers la Chine et l'Océanie, un axe majeur de sa prospérité.

Par la suite, le terme de Moyen-Orient a tendance à absorber celui de Proche-Orient, notamment lorsque, avec la guerre froide, l'antagonisme URSS/USA remplace l'antagonisme Russie/Angleterre. Par exemple, le 1^{er} janvier 1983, l'USCENTOM (*United States Central Command*, état-major chargé de l'entraînement et de la mise en œuvre des forces américaines au Moyen-Orient) est créé comme commandement chargé de couvrir la zone comprise entre l'Europe et le Pacifique, et d'y assurer la liberté du commerce, la défense des « *nations amies* » et la stabilité de la région. Dix-neuf pays sont compris dans la zone, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan (Maghreb, Égypte, Soudan, Djibouti, Éthiopie, Kenya, Somalie, péninsule arabique, Jordanie, Irak, Iran, Afghanistan, Pakistan (noter que Liban et Syrie dépendent du commandement de Méditerranée).

La fin de la guerre froide a même vu apparaître le concept d'un « *Plus grand Moyen-Orient* », qui connaît une certaine vogue à la suite du lancement par le président Bush de l'« *initiative pour le Grand Moyen-Orient* », publié le 13 février 2002 par le journal arabe de Londres *Al-Hayat*. Il s'agit d'un document destiné au prochain G8, proposant de lutter contre la déstabilisation de la région et le terrorisme en s'attaquant à « *trois déficits* » : liberté, savoir, émancipation des femmes. Ce plan est entériné en juin lors de la réunion du G8 à *Sea Island* (Géorgie), mais sous le nom de *Broader Middle East and North Africa Initiative*. La région ainsi définie comprend les vingt-deux pays de la Ligue arabe, du Maroc à Djibouti, en passant par le Soudan, auxquels s'ajoutent Israël, la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan.

Enfin, la zone comprise par l'expression Proche et Moyen-Orient paraît s'étendre depuis la Méditerranée jusqu'aux frontières entre l'Iran et le Pakistan. Elle comprend la Turquie, les pays arabes de l'Égypte au Golfe en comprenant Syrie, Liban, Jordanie, Irak, Arabie et émirats du Golfe, Israël et l'Iran. Au nord on peut en exclure le Caucase, au sud le Soudan et la Corne de l'Afrique.

I - Situation de départ : héritage ottoman

La conséquence de la Grande guerre en Orient est l'effondrement de l'Empire ottoman fondé au XIV^e siècle (prise de Constantinople en 1453). Il constituait le plus occidental des trois empires d'Orient, les deux autres étant l'empire iranien ou persan, et l'empire britannique des Indes héritier de l'Empire moghol.

Empire officiellement musulman, dirigé par un sultan qui se présente comme le représentant et le défenseur de l'islam sunnite, mais multi-religieux (minorités juives et chrétiennes) et multiethnique (Turcs, Juifs, Grecs, Kurdes). Menacé depuis la fin du XVIII^e siècle par les révoltes des Balkans et surtout la poussée russe, qualifié « d'homme malade » par le tsar Nicolas 1^{er}, il a été

préservé durant le XIX^e siècle grâce à de réelles capacités d'adaptation, puis à l'appui d'abord de la Grande-Bretagne, désireuse d'empêcher la poussée russe, secondairement de la France, premier investisseur du pays. Cette situation a changé au XX^e siècle. Les Anglais, qui redoutent les progrès des Allemands, se rapprochent des Russes (alliés des Français), les dirigeants de l'empire ottoman (les Jeunes-Turcs) font le choix de l'Allemagne. En novembre 1914, ils entrent en guerre aux côtés de l'Allemagne et de la Russie.

Non seulement l'empire ottoman disparaît, mais la Turquie est presque détruite au traité de Sèvres (1920), et sauvée de justesse par Mustapha Kémal, qui, après avoir mis fin à la monarchie, fait proclamer la république, et ayant vaincu l'armée grecque, obtient de meilleures conditions au traité de Lausanne (1923). Il met fin aux tentatives d'indépendance des Kurdes. Ce qui reste d'Arméniens après le génocide de 1915 passe sous tutelle soviétique.

II -Évolution après 1918

La liquidation des provinces arabes a été envisagée pendant la guerre selon trois modalités

- Un grand royaume arabe promis au Chérif de la Mecque Hussein en 1915
- Un partage de type colonial avec la France (accords Sykes-Picot, 1916)
- La création d'un « foyer juif » en faveur du mouvement sioniste (déclaration Balfour de 1917)
- En 1918, le président Wilson se refuse à un partage qui ne tiendrait pas compte des vœux des populations (14 Points)

Solution : attribution d'un mandat SDN à la France sur la Syrie (d'où les Français détachent le Liban), et d'un mandat à l'Angleterre sur la Palestine (où les Anglais s'efforcent de faire accepter sans succès aux Arabes la déclaration Balfour) et à l'Irak. La Transjordanie est créée pour relier ces deux mandats en 1921.

En revanche, Hussein est chassé de la Mecque par Ibn Séoud, émir reconnu par la secte musulmane des Wahabites. Il occupe l'ensemble de la péninsule (Arabie séoudite), sauf les émirats et le Koweït, qui demeurent sous contrôle britannique.

On aboutit au total à un découpage plutôt arbitraire, mais qui va se révéler durable.

La région demeure stratégique pour l'Empire britannique, qui contrôle Irak, Palestine, mais aussi les émirats du golfe. L'Égypte est déclarée indépendante, mais par le traité de 1936 les Anglais continuent à tenir garnison dans la zone du Canal. On voit aussi se développer les intérêts

pétroliers avec la création de l'Irak Petroleum Co (47,5 % du capital aux compagnies anglaises) et l'accroissement de l'Anglo-Iranian (BP). Les premières découvertes sont opérées en Arabie saoudite par une compagnie américaine, la CASOC.

Frontières et États créés sont assez largement artificiels. Les conflits ont été évités essentiellement par la constitution de deux ensembles « impériaux » successeurs des Ottomans mais non durables vu le régime mandataire qui suscite la demande de la fin de tutelle, puis l'affaiblissement de la France et de l'Angleterre après la Deuxième Guerre mondiale.

III – La Deuxième guerre mondiale ou le conflit évité

La région connaît une menace allemande en 1941-1942, lorsque Rommel marche vers Égypte et List vers le Caucase, ce qui constitue (en apparence) une manœuvre en tenaille qui menace à la fois Suez et le Golfe. Mais les batailles El-Alamein et Stalingrad écartent le danger.

Les Britanniques conservent le contrôle de la région, mais les Américains y sont de plus en plus actifs. Ils interviennent pour créer les installations où sont débarqués et montés les matériels destinés à ravitailler l'URSS à travers l'Iran. Dès 1942, les Américains se substituent à l'Angleterre à l'occasion de leur prise en main du *Middle East Supply Center*, qui contribue à ravitailler la région en produits de première nécessité.

Par ailleurs, les États-Unis nouent dès cette époque des contacts étroits avec l'Arabie saoudite. Peu après la conférence de Yalta, le roi Ibn Séoud rend visite au président Roosevelt à bord du croiseur *Quincy*, au mouillage sur le canal de Suez. La rencontre scelle une alliance durable entre deux régimes que les visions du monde fondamentales séparent, mais que rapproche l'hostilité au colonialisme européen autant que l'intérêt bien compris. Le gouvernement saoudien accepte de louer dans la province maritime du Hasa, sur le Golfe, les terrains destinés à accueillir la base militaire, conçue alors comme un relais à destination des forces aériennes qui continuent à être dirigées vers le Japon, encore en guerre pour quelques mois, et permettant de ne plus avoir recours à la base anglaise de Bahreïn. Cette base est établie à Dhahran, cité pétrolière de la CASOC où vient d'être établi un consulat général. Le développement des ressources pétrolières est en effet à l'ordre du jour. La croissance des besoins pétroliers mondiaux accroît l'importance des champs pétroliers d'Arabie, les seuls qui soient alors sous contrôle exclusif des compagnies américaines. Un rapport du Département d'État qualifie dès 1945 les ressources pétrolières de l'Arabie de « *formidable source de puissance stratégique* ». Les États-Unis, avec l'accord de l'Arabie, vont en effet faire de l'ARAMCO (*Arabian American Co*), nouveau nom de la CASOC, une puissance capable de concurrencer les compagnies anglaises.

IV – Le Monde de la Guerre froide

L'enjeu pétrolier :

La part du Moyen-Orient dans la production mondiale de pétrole est passée d'environ 5 % dans les années 1950 à 25 % à la fin des années 1980, tandis que le pétrole, qui assurait globalement 17 % de la consommation mondiale d'énergie en représente désormais près de 40 %. Les perspectives sont encore plus impressionnantes, puisque les études de l'époque évaluent à 62 % la part du Moyen-Orient dans les réserves prouvées, un peu moins de 40 % de ces réserves étant détenues par l'Arabie, et le reste se partageant avec autour de 15 % entre l'Irak, l'Iran, le Koweït et les Émirats arabes unis.

Ces régions assurent alors autour de 45 % des exportations mondiales, avec des coûts de production notablement plus bas. La dépendance des alliés occidentaux des États-Unis est considérable, puisque, en 1979, l'Arabie séoudite assure à elle seule près du tiers de la consommation de l'Europe occidentale et du Japon. Sans être aussi grande, la dépendance américaine n'est pas négligeable, puisque, en 1980, la région représente environ 30 % des importations de pétrole brut des États-Unis, et environ 10 % de leur consommation.

Les profits de l'exploitation, d'abord relativement réduits, ont été peu à peu rééquilibrés au profit des pays producteurs. A partir de 1973, la nationalisation de la production (qui coïncide avec le premier « choc pétrolier ») augmente considérablement leurs ressources, les compagnies internationales se consacrant à la recherche, au transport et au raffinage.

Tout cela explique en grande partie l'intérêt pour la région. Celle-ci cependant échappe à la guerre froide jusqu'en 1956. La seule exception concerne la Turquie. Les pressions soviétiques sur ce pays avaient amené, dès 1947, le gouvernement américain à l'assurer de son appui (ainsi que la Grèce). La Turquie a adhéré à l'OTAN dès 1952. Mais c'était alors la défense de l'Europe qui était concernée.

La guerre froide commence en 1956

Trois éléments sont à retenir :

- Les efforts de l'Angleterre, appuyée par les États-Unis, pour faire conclure le Pacte de Bagdad (Grande-Bretagne, Turquie, Irak, Iran, Pakistan) en 1955, pour endiguer l'URSS du Caucase à l'Afghanistan.

- Le président égyptien Gamal Abd-el Nasser, au pouvoir depuis 1954, s'oppose à ce pacte au nom de l'indépendance et du neutralisme. Son attitude entraîne des représailles de la part des Occidentaux (refus de vente d'armes, refus de prêt pour la construction du haut-barrage d'Assouan).
- Riposte de Nasser : la nationalisation du Canal, dont le capital est partagé entre Français et Britanniques. L'opération militaire franco-britannique (avec l'appui d'Israël) destinée à réoccuper le canal réussit dans un premier temps, mais est désapprouvée par le gouvernement Eisenhower, ce qui entraîne un repli peu glorieux.

À partir de ce moment, on assiste pour une vingtaine d'années à une division du monde arabe entre États « *progressistes* » d'obédience socialiste (Égypte, Syrie, Irak), proches de l'URSS, et États « *conservateurs* », liés aux États-Unis, les deux piliers étant constitués par l'Arabie des successeurs d'Ibn Séoud et l'Iran du Chah Mohammed Reza.

Le conflit israélo-arabe

Le conflit arabo-israélien, né de la partition de la Palestine par l'ONU (avec l'approbation des Américains, des Soviétiques) et de la proclamation d'Israël (1948), en dépit des oppositions des Arabes palestiniens et des remontrances des États voisins se superpose à cet affrontement majeur.

Elle entraîne les quatre guerres israélo-arabes (1948, 1956, 1967, 1973) nées du refus arabe de reconnaître Israël (1948), de la volonté de ses dirigeants de répondre aux menaces par des guerres préventives (1956-1967-1973), et de la volonté du président Sadate de débloquent la situation née de la victoire de 1967 (occupation du territoire égyptien jusqu'à la rive est du Canal et interruption du trafic sur celui-ci).

La tension entre les États-Unis, proches d'Israël et l'URSS est forte, en 1967 et surtout en 1973 où les deux pays mettent leurs forces nucléaires en état d'alerte. Mais elle ne dégénère pas. Cette situation entraîne une relation de plus en plus étroite entre les États-Unis et Israël, qui, grâce à la coopération militaire, mais aussi à ses capacités technologiques et à une organisation militaire poussée, devient de très loin la principale force militaire régionale.

Tandis que les Américains reprennent pied en Égypte, où le président Sadate a conclu avec Israël les accords de paix de Camp David de 1977, les Soviétiques progressent en Syrie, Irak, Sud-Yémen.

Révolution iranienne

En 1979, la chute de la monarchie, remplacée par une république islamique, représente une défaite de première grandeur pour le camp occidental. La chute du « *gendarme du Golfe* », coïncide à peu près avec l'occupation soviétique en Afghanistan. Le régime iranien survit à l'offensive de l'Irak de Saddam Hussein (première guerre du Golfe (1980-1988)).

Pourtant, la situation se retourne rapidement en faveur des États-Unis. Ceux-ci conservent l'appui de l'Arabie séoudite et des émirats du Golfe, où ils remplacent les Anglais, qui ont renoncé à en assurer la défense au début des années 1970. En 1980, la « *doctrine Carter* » implique un engagement accru.

V - L'Amérique triomphante

Le recul, puis la disparition de l'URSS (1986-1991) et l'effacement de la Russie élimine toute menace militaire importante et permet des progrès économiques et politiques des États-Unis et de leurs alliés en direction du Caucase et de l'Asie centrale.

Les interventions américaines

La première intervention (1991), menée au nom de l'ONU par une très large coalition, se fonde sur une riposte à l'occupation du Koweït, qui a inquiété tous les pays arabes. La seconde (2003) se veut une illustration de la guerre contre le terrorisme ouverte par les attentats du 11 septembre 2001 (eux-mêmes en partie conséquence de l'indulgence avec laquelle ont été traités les islamistes séoudiens comme Mohammed Ben Laden, utilisés pour faire passer une aide aux combattants afghans durant l'occupation soviétique). Elle obtient beaucoup moins d'appuis internationaux (refus de participer de la France et de l'Allemagne).

Ces deux guerres stabilisent la région en permettant de se maintenir aux gouvernements monarchiques d'Arabie et des émirats. La guerre aboutit à un partage pratique de l'Irak entre un sud chiite et un nord kurde. Les préférences américaines vont désormais aux pays pratiquant un islam dont le critère de modération réside dans les bonnes dispositions envers les Occidentaux. Ces principes ne sont pas remis en cause par les « printemps arabes » : en Égypte, le renversement du président Moubarak est bien accueilli.

La prédominance américaine sur la région permet de

- contrôler une zone essentielle pour la prospérité de leurs alliés, européens mais aussi asiatiques (Japon), et en général pour l'Asie.

- assurer aussi un contrôle important vers la mer Rouge et Suez, essentielle pour le trafic des porte-conteneurs.
- Veiller sur les échanges de l'Europe avec la Russie par le contrôle du Caucase et de la mer Noire.

Il semble ces derniers temps que cette stabilisation permettent au commandement américain de faire glisser son dispositif plus à l'est, dans la zone Asie-Pacifique.

VII – Transformations

La route maritime n'est-elle pas devenue une route du pétrole ? L'apparition de nouveaux producteurs, européens et africains, le maintien de la production russe au premier rang mondial et de celle des États-Unis au troisième, n'a pas entamé la prépondérance du Moyen-Orient arabe et iranien, qui assure près de 35 % de la production mondiale, et surtout détient toujours plus de la moitié des réserves pétrolières et le tiers des réserves gazières mondiales. Mais il faut observer que le courant est loin d'être à sens unique d'Est en Ouest. C'est en effet un flux divergent, d'importance inégalement stratégique, qui sort du détroit d'Ormuz, l'un, désormais relativement mineur, se dirigeant vers l'Europe occidentale, dont le marché ne prend que 15 % de la production de la région au profit des champs africains, russes et azerbaïdjanais (la fin des importations américaines, rendues moins nécessaires par l'exploitation des schistes, étant programmée pour 2020), l'autre, beaucoup plus considérable, vers l'Asie, qui enlève plus de 70 % de la production, la part de l'Inde et de la Chine étant comparables (16/17 %). [Chiffres de 2010/2011. Voir *Images économiques du monde*, 2012, p. ; et *Institut français du Pétrole, Panorama 2012, Pays pétroliers et gaziers du Moyen-Orient*, 2012, p. 7].

Ce flux, qui demeure vital pour les économies européenne et asiatiques, est largement dépassé par un double courant circulant entre l'Occident et l'Extrême-Orient, et transportant des marchandises dans les deux sens, matières premières, mais aussi produits industriels, en particulier des produits dits « conteneurisés » dont la croissance s'est considérablement accélérée. Par l'Occident, il faut entendre non seulement le Vieux-Continent, mais bien la côte Est des États-Unis, plus facilement et plus rapidement à portée de l'Inde, du Golfe ou de Singapour que par la route du Pacifique et le canal de Panama (respectivement 9525 et 9377 nautiques séparent Calcutta de San Diego et de New York).

Ces transformations ont plutôt favorisé le canal de Suez, sans cesse élargi et approfondi depuis sa réouverture en 1975 (accessible depuis aux navires de 240 000 tonnes, à comparer aux 30 000 tonnes de 1956). Le trafic qui l'emprunte représente 14 % du commerce maritime mondial

contre 7 % en 1980. La part des produits pétroliers, qui représentait 86 % du tonnage dans le sens sud-nord en 1966, est passée aujourd'hui à moins de 20 %. En revanche, la part des porte-conteneurs représente plus de 45 % du flux.

La liaison entre l'Atlantique et l'Océan indien par la Méditerranée et la mer Rouge garde ainsi toute son importance. Cette liaison ne paraît plus, comme au temps de la Guerre froide, être menacée par des escadres russes sortant de la mer Noire ou utilisant des installations à Aden ou en Somalie. Les menaces demeurent plutôt celles que pourraient faire peser les Iraniens à partir de leurs ports. On peut aussi évoquer, mais à un moindre degré, les entraves au trafic représentées par les pirates qui profitent de l'anarchie régnant dans les pays de la corne de l'Afrique. On note aussi que la police internationale mise en place pour prévenir ces activités illicites n'est plus, comme il n'y a pas si longtemps, le monopole des marines occidentales, mais que les puissances d'Extrême-Orient, la Chine, dont les vaisseaux reparaissent dans le golfe d'Aden après une éclipse de cinq siècles, et le Japon, qui dès 2009 a déployé plusieurs unités navales et loué des terrains à Djibouti, apportent leur participation. Preuve que, de l'Amérique à l'Extrême-Orient, la plupart des pays sont intéressés à la sécurité de cet axe vital des échanges internationaux.

Le développement des voies terrestres : tubes et routes

Si les voies maritimes gardent toute leur importance, d'autres voies viennent les compléter, dont le tracé participe de la géopolitique régionale. C'est d'abord le cas des transports d'hydrocarbures, pour lesquels ce mode de transport est évidemment le plus avantageux. Pour l'instant, les hydrocarbures du monde arabe ne s'écoulent guère par tubes. L'évacuation par les grands terminaux du Golfe reste essentielle.

Il en va tout autrement pour l'évacuation des produits de la Caspienne et de l'Asie centrale, dont l'exploitation a été stimulée par les compagnies occidentales. Très vite apparues dans les nouveaux États indépendants, elles accélèrent la mise en valeur des ressources en hydrocarbures, pétrolières (Azerbaïdjan, Kazakhstan) et surtout gazières (Turkménistan, Ouzbékistan), encore sous-exploitées, et à forte capacité exportatrice. C'est un moyen aussi de diversifier la production dominée par la Russie et le Moyen-Orient. Le développement des champs de Bakou est repris. Les immenses ressources de la rive nord-est de la Caspienne (champs dits de Kashagan) sont découvertes dès 2000, même si le début de l'exploitation, plusieurs fois retardé, n'est prévu que pour 2014. Ce développement est inséparable des moyens d'écoulement de la production. L'oléoduc, long de plus de 1 700 km, qui, à travers la Géorgie, joint Bakou au port turc de

Ceyhan, en Cilicie, est mis en service au printemps 2006. En 2007 est inauguré le gazoduc Bakou-Tiflis-Erzéroum, dont il est prévu qu'il pourrait atteindre l'Autriche, après avoir traversé l'Anatolie, franchi les Dardanelles, puis continué par la Turquie d'Europe, la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie et la république tchèque. Ainsi serait achevé le projet occidental dit *Nabucco*, qui pourrait aussi servir à exporter vers l'Europe le gaz venu, outre de l'Azerbaïdjan, du Turkménistan, d'Irak, d'Iran. Il pourrait aussi servir de débouché au gaz d'Égypte et d'Israël, où de riches gisements en mer devraient être exploités à partir de 2013, à travers la Syrie, à moins que l'État hébreu ne choisisse d'exporter par Chypre, dont les perspectives gazières sont également importantes. Ces projets suscitent la réserve des dirigeants russes, grands exportateurs de pétrole et surtout de gaz, et qui tiennent à conserver une position privilégiée vis-à-vis de l'Europe. Ils opposent, sans succès, au projet du Bakou-Ceyhan un oléoduc de Bakou à Novorossisk, situé intégralement sur le territoire de la Fédération de Russie, et passant par la ville de Makhatchkala pour éviter la Tchétchénie. De même, le consortium russe GAZPROM oppose au projet Nabucco son propre projet, dit *South Stream*, destiné à atteindre l'Italie à travers la Turquie, en même temps qu'un *Northstream*, qui desservirait l'Allemagne depuis le Nord. Ces deux gazoducs éviteraient l'Ukraine, jugée peu fiable, par laquelle est jusque-là exporté l'essentiel du gaz russe. En 2012, Nabucco semblait prendre du retard, essentiellement par la difficulté à trouver à s'approvisionner en gaz non-russe : il ne peut compter ni sur l'Irak, encore en difficulté, ni l'Iran, auprès duquel les sanctions interdisent de se fournir, ni l'Égypte, qu'il faudrait atteindre à travers la Syrie ; le Turkménistan exporte et exportera de plus en plus vers la Chine.

Les liaisons par tube, en effet, ne visent pas seulement le débouché européen. D'autres projets visent à développer le réseau terrestre d'alimentation en Asie. L'Iran et la Turquie s'emploient à achever un gazoduc de 1 850 km à partir des champs de Pars (Assaluyeh-Bazargan) ; l'Iran et le Pakistan terminent un autre gazoduc de 2 000 km qui joint les mêmes champs à Karachi et à Multan ; de meilleures relations entre le Pakistan et l'Inde permettraient de compléter la liaison qui avait été prévue lors de l'élaboration du projet en 2008 (sous le nom de « *gazoduc de la paix* »). Vu les mauvaises relations entre les États-Unis et l'Iran, ces projets ne sont guère appréciés à Washington, qui, après avoir tenté en vain de les faire échouer, tente de concrétiser le projet concurrent dit TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde), mais sans succès jusqu'à aujourd'hui, vu les incertitudes sur l'avenir afghan. À plus longue distance encore, les besoins chinois suscitent d'autres réalisations. Le gazoduc *Central Asia*, long de 1 883 km, relie Gedaïm au Turkménistan et Horgos, en Chine, à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan. Un autre gazoduc, de trajet plus septentrional, et passant exclusivement en territoire kazakh, doit relier la station de

Beyneu, située à peu près à mi-chemin entre mer Caspienne et mer d'Aral, pour se relier au précédent à Symkent. La « *route de la soie* » paraît ainsi, au moins métaphoriquement, se rouvrir au profit de la Chine, tandis que la position de l'Asie centrale comme pôle énergétique important, au moins à moyen terme, se confirme.

Conflits internes

Ce tour d'horizon rapide ne doit pas faire oublier quelques enjeux très importants, de nature à susciter les rivalités

- La question politique : De l'islam à l'islamisme (Voir notamment travaux de Gilles Kepel).
- Problème démographique (transition démographique, voir Youssef Courbage et Emmanuel Todd, *Le Rendez-vous des civilisations*, Seuil, 2007).
- La question de l'eau

Éléments de bibliographie

Généralités

Atlas du Proche-Orient arabe, PUPS/RFI, 2012.

Dupont (Anne-Laure), *Atlas de l'Islam dans le Monde. Lieux, pratiques et idéologies*, Autrement, 2005, 64 p. Cartographie de Guillaume Balavoine.

Encyclopædia Britannica

Encyclopædia Universalis

Encyclopédie de l'Islam, Encyclopédie de l'Islam, 2^e édition, « al-Ikhwan al-Muslimun » (frères musulmans), « Islah » (réforme), « Nahda » (Renaissance), « Salafiyya » (retour à la tradition des pieux ancêtres).

Plus accessible : Sourdel (Jeanine et Dominique), *Dictionnaire historique de l'Islam*, PUF, 1996.

Encyclopædia Judaica

Images économiques du Monde, Armand Colin (un volume par an).

L'État du monde, La Découverte (un volume par an).

Arkoun (Mohammed), *La Pensée arabe*, PUF, 1985 QS ?.

Merad (Ali), *L'Islam contemporain*, P.U.F, 1984, QS ?.

Travaux plus spécialisés

Bayly (C.A.), *La Naissance du Monde moderne, 1780-1914*, Éditions de l'Atelier, 2006.

Bozarslan (Hamit), *Sociologie politique du Moyen-Orient*, La Découverte, 2011.

Cloarec (Vincent) et Laurens (Henry), *Le Moyen-Orient au XXe siècle*, Colin, 2000, Coll. U.

Kepel (Gilles), *Jihâd*, Gallimard, folio.

Laurens (Henry), *L'Orient arabe à l'heure américaine, de la Guerre du Golfe à la guerre d'Irak*, A. Colin, 2004.

Laurens (Henry), *Paix et Guerre au Moyen-Orient. L'Orient arabe et le monde de 1945 à nos jours*, Armand Colin, 1999.

Laurens (Henry), *La Question de Palestine. Tome premier, 1799-1922, l'invention de la Terre sainte*, Fayard, 1999 ; *Tome deuxième, une mission sacrée de civilisation*, Fayard, 2002 ; *Tome troisième, 1947-1967, l'accomplissement des prophéties*, Fayard, 2007.

Piquet (Caroline), *Histoire du canal de Suez*, Perrin, 2009.

Quelques sites web

<http://www.state.gov> (Département d'État USA)

<http://www.crisisgroup.org/fr.aspx>

http://www.Fr.europa.eu/fraWebsite/home/home_en.htm (Droits fondamentaux de l'Union européenne).

<http://www.Euro-islam.info> (Euro-Islam)

<http://www.moyen.orient-press.com>

Voir notamment CENTCOM, Université du Texas

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/rankorder/2178rank.html>

<http://www.theworldeconomy.org/> nombreux chiffres.